

être difficile de les suivre tous les deux. Je me demande si le Canada n'a pas pris quelque initiative afin de former une sorte de comité de coordination, grâce auquel la B.B.C., le Service international de Radio-Canada et la *Voice of America* adopteraient une ligne de conduite commune quant aux émissions destinées aux peuples vivant derrière le rideau de fer. Je n'en suis pas sûr. Le ministre a parlé de la confusion qui règne dans les esprits de ceux qui dirigent la politique du Kremlin. Une grande confusion doit aussi résulter du fait que nous ne nous accordons pas sur l'idée que nous nous faisons d'un monde libre. Je me demande si nous avons déjà cherché à y remédier.

L'hon. M. PEARSON: Vous obtiendriez la réponse à votre question dans le rapport dont je parlais. Il serait utile, je pense, de déposer un rapport détaillé de cette affaire. Ce que je puis dire, c'est qu'il existe une liaison très étroite entre New-York, Londres et Paris. Justement, M. Macdonnell revient d'une conférence tenue à Paris sous les auspices de l'OTAN, conférence où l'on a tenté de tracer une ligne de conduite. Mais, à mon avis, il serait peu réaliste pour le moment de constituer un organisme central de contrôle, car les pays de l'OTAN sont des pays libres et chacun d'eux a sa propre façon de voir au sujet des émissions, de l'information et de la propagande. L'important, c'est de s'assurer que nous connaissons nos objectifs respectifs et que nous tâchions de les harmoniser. Mais, à mon avis, un contrôle centralisé serait irréalisable.

M. GRAYDON: Je suis parfaitement de l'avis du ministre. Je ne crois pas que personne ici préconise une telle centralisation, mais je serais porté à croire que nous retirerions de grands avantages à trouver une façon d'obvier quelques-uns des inconvénients du présent système.

L'hon. M. PEARSON: La question a été débattue à l'OTAN. Nous espérons qu'on se servira davantage de cet organisme à l'avenir, pour s'assurer que les émissions ne se contredisent pas, et cela, sans qu'il faille établir un organisme central.

M. Low: Le ministre peut-il nous dire si les peuples qui vivent derrière le rideau de fer gardent le désir d'être libres ou si ce désir diminue?

L'hon. M. PEARSON: Ma réponse à cette question doit être très prudente, monsieur le président. Nous n'avons aucunement raison de croire que les Tchécoslovaques, par exemple, ne désirent plus du tout être libres. M. Macdonnell, qui a été délégué à Prague pendant quelque temps, pourrait vous en dire plus long que moi à ce sujet. Mais, naturellement, avec les années, le régime s'établit de plus en plus solidement, grâce à son système de répression et d'éducation.

M. Low: En posant cette question, je songeais surtout à la Bulgarie.

L'hon. M. PEARSON: Il me répugnerait de croire qu'une seule de ces nations ait perdu la soif de la liberté. Mais je doute cependant que quelques-unes d'entre elles, surtout en URSS, aient jamais connu la liberté comme nous l'entendons. Le régime de l'URSS, quel que soit le mal qu'il ait pu faire à la population, n'a pas manqué d'en convaincre des millions qu'ils vivent dans de meilleures conditions qu'au temps des tzars.

M. QUELCH: Je suppose que ces émissions ont pour fins de démontrer à ces peuples que le régime de vie des nations libres est plus souhaitable que le leur et qu'ils ont droit de songer à une liberté future. En outre, vu le fait qu'ils ne jouissent pas de ce droit à l'heure actuelle, la seule façon par laquelle ils peuvent l'obtenir, c'est la révolte. Je veux en venir à ceci: ont-ils quelque raison de croire qu'ils obtiendraient l'appui du monde libre s'ils organisaient une rébellion? Je sais que certains commentateurs américains leur ont donné cette espérance, mais comme vous l'avez expliqué, ils ont fait ces déclarations sans avoir reçu des instructions officielles. A quelle sorte d'appui ces pays ont-ils le droit de s'attendre de notre part s'ils entrent en lutte contre leurs régimes actuels de gouvernement?